

The key contributions made in this volume are as follows: 1) Whether they are from foreign or domestic actors, online through social media platforms or through data breaches of voter's personal information, threats are multidirectional; 2) Policy must keep pace with technological advancement whilst also ensuring that electoral processes are not subject to constant amendments; 3) Issues of mis- and disinformation remain complex and entangled with questions of freedom of expression. However, preventative measures such as a "Digital Right of Reply" could aid political actors and states to take corrective action to false information and keep the public informed (285). Such measures could be enforceable and fruitful if there were international collaboration to support implementation; 4) Cyber threats are a social issue not just a technological one, stressing that private social media platforms cannot be left to deter misinformation or ensure equal and just iterations of public messaging; and 5) The adoption of technological advancements, such as electronic voting and the convenience this offers, may come at the cost of cyber and electoral security. Voters and policy makers alike must strike a balance between the desire to adopt new technology and the imperative to ensure democratic processes remain secure.

While the volume provides an in-depth analysis of the gaps in the *Canadian Elections Act* regarding digital political ads, and the threats of "micro-targeting" of voters via social media platforms, it would be strengthened by critically highlighting and bringing to the fore how social media enables voters to become a consumer base with their data and activity purchasable for marketing. Especially useful in this regard would have been making explicit how the convergence of the private sector (that is, social media enterprises and their platforms) and public processes of elections, political parties and their online presence, and other voting initiatives generates an unregulated extension of the public square. Although the volume maintains its position that the un- and underregulated nature of voting technologies and procedures make electoral processes susceptible to a wide array of security concerns, it would benefit from mentioning the differing aims of the public electoral system and the private industry that produces voting technologies. The convergence between the two spheres presents an issue of regulatory limits and a difference in operational principles, principles which the volume appropriately complicates as running parallel to an unregulated space (with reference to online spaces).

Overall, the volume makes an important contribution to the study of cyber and technological threats to democracy and democratic processes in Canada. The editors and contributors exemplify the multidirectional nature of cyber threats and the urgency with which scholars and policy makers must also take cross-disciplinary and collaborative approaches to emerging cyber threats to Canadian democracy. The volume's key strength and impact is in its adoption of multidisciplinary methodologies, from content analysis to qualitative interviews, doctrinal analysis and surveys, this volume acts as a primer for political scientists and scholars at large interested in conducting cross disciplinary research on emerging technologies and their social, economic and political implications.

Contestation en Afrique

Marie-Ève Desrosiers et Yolande Bouka, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2022, 64 p.

Gabrielle Goyet , Université de Sherbrooke (gabrielle.goyet@usherbrooke.ca)

L'ouvrage de Marie-Ève Desrosiers et Yolande Bouka, bref mais substantif, tente de brosser un portrait condensé des mouvements contestataires en Afrique depuis 2010. Il s'inscrit à merveille dans la collection *Le monde en poche*, qui vise à mettre en lumière les grands enjeux

internationaux d'actualité de façon accessible et critique. La vague de contestation actuelle en Afrique marque-t-elle un tournant dans la politique africaine? C'est la question à laquelle les autrices tentent de répondre.

Le texte s'ouvre sur une historicisation succincte et adéquate des deux grandes vagues de contestation africaine des années 1940–1950 et 1980–1990. En expliquant les origines de ces mobilisations et en soulignant leurs impacts, le livre introduit la vague actuelle, ensuite analysée dans les sections subséquentes selon trois grands axes. Fidèles aux orientations traditionnelles des études de mouvements sociaux, Desrosiers et Bouka ont opté pour une étude fondée sur les types de moteurs des revendications, les acteurs et arènes impliqués, ainsi qu'un bilan de ces impulsions contestataires.

L'analyse aborde d'abord les motivations derrière les mobilisations contestataires, que les autrices découlent en deux volets : les motifs politiques et économiques. Bien qu'elles soulignent le caractère théorique de cette distinction, elles ont choisi de développer de façon différenciée ces deux angles. Elles abordent notamment la jonction critique à laquelle plusieurs pays africains ont été confrontés au tournant de la décennie 2010, alors que les limites constitutionnelles et politiques ont été testées. Les autrices réfèrent alors ici à une crise des troisièmes mandats, ayant motivé—ou non—des mobilisations contestataires selon les pays. Elles soulèvent également l'importance des motivations économiques—*grievances*—derrière les mobilisations populaires. Notamment, on réfère ici à la corruption, la détérioration des conditions économiques, les inégalités ou encore la mauvaise gestion étatique des finances publiques. Ces deux angles, bien que non exhaustifs, exposent bien l'exigence d'une motivation pour rompre un équilibre ou le *statu quo*. Le chapitre se clôt sur un rapprochement entre les contextes étatiques, quoique les profils à l'échelle continentale soient très hétérogènes, l'aspiration commune à une amélioration des conditions de vie étant le point de convergence de l'analyse.

Dans la seconde section du livre, Desrosiers et Bouka abordent les changements différenciant la vague actuelle des précédentes, ayant la capacité d'influencer la nature et les résultats des mouvements contestataires. Elles y abordent plus précisément deux facteurs : les technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que la jeunesse. D'une part, les TIC ont joué un rôle majeur dans la mobilisation. Incarnant à la fois un moyen d'information, de solidarisation et de recrutement, ceux-ci sont rapidement devenus une alternative pour contourner certains contrôles médiatiques et les dualités partisans. D'autre part, les jeunes ont aussi joué un rôle incontournable dans les vagues contestataires africaines. Étant le continent le plus jeune de la planète, l'Afrique a vu sa démographie influencer grandement les mobilisations. La jeunesse réclame la création d'emplois, le revenu entraînant aussi des répercussions sur le plan familial et social. Sur le plan politique, l'absence des jeunes dans les institutions formelles a également été un vecteur de contestation. En revanche, Bouka et Desrosiers soulèvent que malgré leur importance, les jeunes ne sont pas les seuls acteurs ayant mené à la vague actuelle.

Dans la troisième et dernière portion de l'ouvrage, les autrices discutent de la capacité à faire un bilan de ces contestations : il est parfois difficile de différencier l'espace contestataire, la contestation en elle-même, et les transformations politiques résultantes, à l'instar de la révolution soudanaise de 2019. Malgré les limites de l'exercice, ce chapitre dresse un bref bilan de la 3^e vague. On y convient que le lien entre les revendications et les changements n'est pas forcément linéaire ou positif, constatant le recul de la démocratie sur le continent depuis dix ans. En contrepartie, les autoritarismes les plus affirmés seraient également en décroissance. Entre l'adoucissement des régimes autoritaires et « l'illibéralisation » des démocraties, il est difficile d'établir une tendance claire quant aux retombées politiques de cette vague de contestation. Sur le plan économique, la corruption ne semble pas s'être essouffée sur le continent et la gestion économique publique n'a pas changé de façon significative. Les autrices parviennent donc au

bilan suivant : le contexte ayant mené à la présente vague est toujours assez similaire, quoique l'on assiste à une montée des régimes hybrides. Mais les résultats ne sont pas tout, pour Desrosiers et Bouka ; les mobilisations en elles-mêmes demeurent un gage des aspirations politiques et économiques du continent africain.

Force est d'admettre que la thèse de Desrosiers et Bouka est toujours d'actualité, plus d'un an après la parution de l'ouvrage. La 3^e vague semble toujours battre de son plein, et la contestation est toujours bien perceptible en Afrique. En outre, ce livre relève avec brio le défi de traiter d'un sujet de cette envergure, de façon intelligente et intelligible en seulement 58 pages, tout en admettant ses limites. Riche en exemples, il marque la différenciation des contextes multiples sur le continent, et souligne bien l'hétérogénéité des situations. La vulgarisation y est adéquate, permettant de bien saisir le propos pour un lectorat moins sensibilisé à la problématique, tout en évitant le piège d'une sur simplification.

Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada

Félix Mathieu et Évelyne Brie, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2021, 204 p.

Maxime Fleury, Université du Québec à Chicoutimi (maxime.fleury1@uqac.ca)

Cette étude fouillée de Félix Mathieu et Évelyne Brie nous renseigne sur les divisions et tensions qui existent dans la fédération canadienne, en utilisant les données du sondage « La Confédération de demain 2.0 ». Ce livre commence avec un constat et des questions : « Le Canada apparaît comme un pays divisé... mais à quel point ? Et surtout, comment expliquer ce phénomène ? » (1). Pour analyser la situation, trois catégories sont utilisées : l'identité, le fédéralisme et le régionalisme. L'ouvrage postule que « la vaste majorité des Canadiens s'accorde pour identifier plusieurs problèmes structurels importants dans le fonctionnement du fédéralisme canadien ». Cependant, les causes de ces problèmes et les solutions à privilégier ne sont pas les mêmes pour tout le monde (5–6).

Pour commencer, la partie théorique du livre propose le terme d'« identité composite » : « [faisant] référence au fait qu'un individu, dans un contexte et à une époque donnée, se représente comme porteur de multiples identités » (17). La deuxième façon de conceptualiser l'identité composite est en utilisant le concept « équiprimordiale » ; un Québécois peut donc s'identifier autant comme Canadien que Québécois (18).

En ayant les précisions précédentes en tête, l'analyse des identités au Canada devient plus claire. Une des conclusions de Mathieu et Brie est que 80 pour cent des Canadiens accordent une importance assez ou très forte envers la province qu'ils habitent. C'est toutefois plus marqué à certains endroits : Terre-Neuve-et-Labrador, les trois territoires, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, la Nouvelle-Écosse et l'Alberta (30). L'appartenance au territoire le plus proche n'est toutefois pas un reniement de l'appartenance au Canada, puisque l'identité composite à dominance canadienne s'observe aussi dans les trois territoires, de même qu'en Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique (23). Ainsi, les auteurs affirment qu'être Canadien « ne signifie tout simplement pas la même chose selon la province ou le territoire habité » (53).

Comme la plupart des Canadiens, les Autochtones ont aussi une identité composite. Or, seulement 9,7 pour cent des Autochtones se représentent comme étant seulement autochtone (57). Toutefois, le peu de répondants à l'enquête doit nous mettre en garde contre ces chiffres